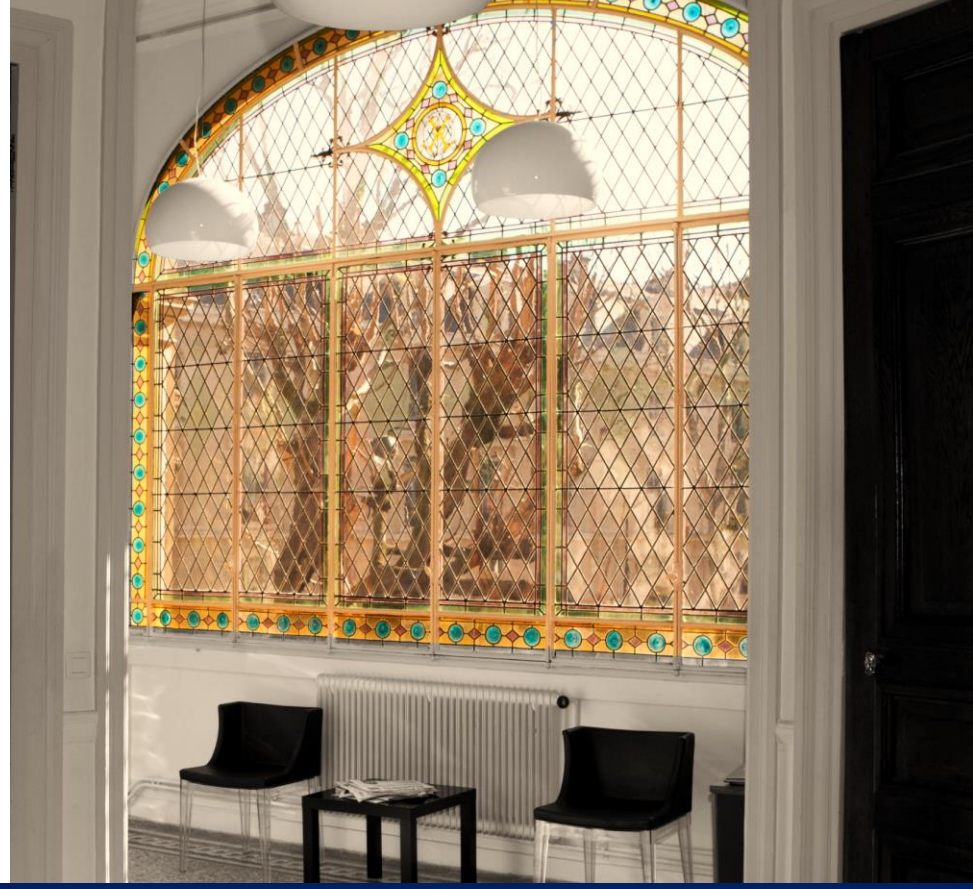
Analyse du débat public
par le cabinet Séance Publique

Edition n°10
14 avril 2022



Les principaux chantiers des finalistes de l'élection présidentielle

SÉANCE PUBLIQUE

Contexte

Le mercredi 13 avril, le Conseil constitutionnel a présenté les résultats officiels et définitifs du premier tour de l'élection présidentielle 2022.

Emmanuel MACRON et Marine LE PEN arrivés en tête du 1er tour avec respectivement 27,85% et 23,15% des suffrages exprimés ont confirmé qu'ils maintenaient leur candidature et seront candidats dimanche 24 avril pour le second tour de l'élection présidentielle.

Découvrez notre analyse des principaux chantiers des finalistes de l'élection présidentielle sur les thématiques suivantes : économie et industrie, transition écologique, énergie, transports et mobilités et Institutions.

L'analyse de SEANCE PUBLIQE

Après l'annonce de sa candidature à l'élection présidentielle le 3 mars 2022, **Emmanuel MACRON a présenté et détaillé son programme, notamment à l'occasion d'une conférence de presse le 17 mars**.

Les chantiers présentés Emmanuel MACRON s'inscrivent, pour une large partie, dans le sillage des actions engagées par l'exécutif depuis 2017. Le président sortant souhaite par exemple poursuivre la politique de réindustrialisation de la France ou relancer la réforme des retraites, avortée en 2020.

De façon générale, **au prisme des lignes budgétaires présentées par le candidat, le prochain quinquennat d'Emmanuel MACRON se concentrera particulièrement sur trois priorités : l'éducation (12 milliards d'euros de dépense sur les 50 annoncés), la transition écologique (10 milliards) et la santé (8 milliards).** Ces grandes masses budgétaires doivent traduire la légère inflexion souhaitée par Emmanuel MACRON sur l'action du Gouvernement. A cet égard, Laurent SAINT-MARTIN, rapporteur général (REM)du Budget à l'Assemblée nationale a précisé « *le cap ne change pas, il s'agit d'une accélération dans la continuité* ».

Concernant la méthode, le candidat a indiqué qu'en cas de réélection il mènerait ses grands chantiers dès la première année. Pour ce faire, il s'appuierait notamment sur « *un nouveau grand débat permanent* » avec les Français afin que « *la responsabilité des réformes soit partagée* ». Emmanuel MACRON souhaite également davantage associer les corps intermédiaires aux politiques publiques. **Sur la réforme des retraites, le candidat a par exemple indiqué qu'une phase de concertation avec les partenaires sociaux serait engagée dès l'automne afin de ne pas engager une réforme par ordonnance.** Depuis sa qualification au second tour face à Marine LE PEN, Emmanuel MACRON a mobilisé des références catégorisées à gauche, citant notamment le président américain Théodore ROOSEVELT qui, au début du XXe siècle, mit en place une législation antitrust.

Naturellement, en cas de réélection, les chantiers souhaités par Emmanuel MACRON devraient être validés par la majorité gouvernementale à l'issue des élections législatives des 12 et 19 juin. La recomposition de l'Assemblée nationale sera à ce titre déterminante : à défaut de majorité absolue, la mise en œuvre des réformes du candidat pourrait s'en trouver affectée.

LES PRINCIPAUX CHANTIERS DES FINALISTES DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

SOMMAIRE

Economie, industrie	Pages 03-04
Transition écologique	Pages 05-06
Energie	Pages 07-08
Transports et mobilités	Pages 09-10
Institutions	Pages 11-12

Les chantiers du Gouvernement
Economie et industrie

Poursuivre une véritable politique de réindustrialisation

Emmanuel MACRON souhaite poursuivre la politique industrielle, lancée au cours de son quinquennat et intensifié depuis la crise du COVID-19 à travers la création de France 2030, en favorisant le développement industriel des entreprises. Pour cela, il souhaite faire de la France, un Etat le plus indépendant possible sur le plan industriel.

- Relocaliser en France la production de médicaments
- Réduire les impôts de production qui pèsent sur l'industrie, notamment en supprimant la CVAE
- Réviser la politique d'achat de la France

Réformer le système des retraites

Le président sortant, après une 1ère tentative de réforme des retraites en 2020, souhaite proposer une nouvelle réforme aux Français en allongeant l'âge légal et en rehaussant le montant des pensions.

- Repousser l'âge de départ à la retraite à 65 ans en 2031
- Proposer un cumul emploi-retraite plus simple et avantageux
- Augmenter la pension minimale à 1 100 euros par mois
- *« Dès la réforme passée durant le quinquennat, on va décaler l'âge légal de 4 mois chaque année. À partir de 2023, il y aura quatre mois de décalage, quatre mois l'année d'après, ce qui veut dire qu'on arrivera autour de 64 ans en 2027-2028. Et il faut qu'il y ait une clause de revoyure »* - 13.04.2022 France 2

Réduire la fiscalité des ménages

Le candidat MACRON entend poursuivre la politique de réduction des impôts, entamée sous sa présidence notamment via la suppression de la taxe d'habitation, en supprimant prochainement la redevance audiovisuelle par exemple.

- Permettre à tous les couples qui vivent ensemble de réduire leurs impôts
- Aucun impôt sur les successions jusqu'à 150 000 euros par enfant
- Supprimer la redevance sur l'audiovisuel

Renforcer l'attractivité du travail

Emmanuel MACRON a axé son mandat passé par la volonté de rémunérer plus le travail. Dans son programme pour un futur quinquennat, il ambitionne de renforcer cette idée en proposant plusieurs mesures rendant le travail encore plus attractif.

- Avoir obligatoirement un dispositif de partage des profits dans les entreprises qui versent des dividendes
- Baisser les charges pour les indépendants
- Tripler la prime MACRON jusqu'à 6 000 euros
- Mise en place d'un compte « épargne-temps universel » pour monétiser les RTT ou jours de congés

Réformer la politique des prestations sociales

Dans le prolongement de rendre le travail plus attractif, le président sortant entend réformer le système des aides sociales, en mettant en place le versement à la source pour lutter contre les fraudes sociales ainsi qu'en réformant Pôle emploi.

- Réduire la pauvreté en créant le versement à la source des aides sociales
- Transformer Pôle emploi en France Travail
- Conditionner le RSA à une activité effective de 15 à 20 heures par semaine

MINISTRABLES

Guillaume KASBARIAN | Thierry BRETON | Henri de CAESTRIES | Alexandre SAUBOT | Jean-Louis BORLOO | Jean-Noël BARROT | Roland LESCURE

Mesure proposée depuis le 1er tour — Mesure ajustée depuis le 1er tour

Mesures proposées par un ou plusieurs candidats de la droite

Mesures proposées par un ou plusieurs candidats de la gauche

Chantier en cours entamé lors du précédent mandat

Nouveau chantier pour le prochain mandat

Les chantiers du Gouvernement
Economie et industrie

Favoriser le développement des entreprises	• Supprimer la cotisation foncière des entreprises et alléger les impôts de production • Réserver l'essentiel de la commande publique aux entreprises qui produisent en France • Exonérer de cotisations patronales les hausses de 10% des salaires inférieurs à 3 SMIC • Octroyer des prêts aux TPE et PME grâce à un emprunt national de 500 milliards d'euros avec l'épargne des Français • Donner la priorité au PME pour les marchés publics
Développer une politique incitative pour les jeunes	• Exonérer les jeunes de moins de 30 ans de l'impôt sur les sociétés • Créer un chèque-formation mensuel de 200 à 300 euros pour les apprentis et les alternants • Exonérer tous les jeunes de moins de 30 ans d'impôt sur le revenu • Créer une prime pour les étudiants qui travaillent, conditionnée à la validation de leurs semestres
Déployer une nouvelle politique industrielle	• Créer un conseil des mines et des industries extractives pour déterminer les conditions d'extraction et délivrer des autorisations • Développer les formations à la dépollution des sols
Modifier la politique de protection sociale	• Réserver le RSA et les prestations de solidarités aux étrangers ayant travaillé au moins 5 ans en France • Accorder les prestations familiales aux seuls foyers dont au moins 1 des parents est français • Déconjugaliser et augmenter l'AAH jusqu'à 1 000 euros
Réformer la fiscalité des ménages	• Supprimer la redevance audiovisuelle • Instaurer un impôt sur la fortune immobilière • Proposer un prêt de l'Etat jusqu'à 100 000 euros à taux zéro • Défiscaliser les donations familiales jusqu'à 100 000 euros tous les 10 ans • Restaurer la retraite à 60 ans à taux plein et fixer la pension minimum à 1 000 euros

MINISTRABLES

Thibault de la TOCNAYE	Jean-Philippe TANGUY	Hélène LAPORTE	David RACHLINE	Charles BEIGBEDER	Jérôme TUROT
Gérault VERNY	Alexandra MASSON	Franck ALLISIO	Jérôme RIVIERE	Damien BOUTINCOURT	

Les chantiers du Gouvernement
Transition écologique

Renforcer la protection de la nature

Emmanuel MACRON, par le biais de la loi Climat et Résilience, entend renforcer l'éducation à l'environnement et luttant contre l'artificialisation des sols. Pour cela, il souhaite renforcer la protection des espaces naturels français et développer les aires protégées en France.

- Protéger mieux nos littoraux, montagnes, forêts et espaces naturels
- Atteindre l'objectif de 30% des aires protégées en France ←
- Planter 140 millions d'arbres d'ici la fin de la décennie

Accélérer la lutte contre la pollution et les déchets

Le candidat MACRON, dans le prolongement de la loi AGEC, entend lutter contre la pollution, autant plastique que de l'air. Dans ce cadre, il entend poursuivre la stratégie de réduction des émissions de CO2, entamée sous son quinquennat, et développer les filières de recyclage.

- Réduire massivement les exportations de déchets en développant les filières industrielles françaises de recyclage →
- Dépolluer les anciennes décharges →
- Réduire notre consommation de CO_2 ←
- Renforcer l'action en faveur des territoires ultramarins pour faire face aux catastrophes naturelles et à la pollution environnementale

Déployer une politique européenne de lutte contre le réchauffement climatique

Le président sortant souhaite œuvrer, autant au niveau national qu'au niveau européen, pour lutter contre le réchauffement climatique. A la suite de son discours devant le Parlement européen du 19.01.2022, Emmanuel MACRON œuvre pour une taxe carbone aux frontières et une fin des dépenses européennes au profit des objets néfastes pour l'environnement.

- Définir une trajectoire de réduction puis d'élimination des dépenses néfastes à l'environnement dans le cadre du budget vert
- Mise en œuvre d'une taxe carbone aux frontières de l'UE → ←
- Actualiser la charte des droits fondamentaux de l'UE, en incluant la protection de l'environnement

Définir des critères effectifs sur l'impact et les objectifs environnementaux

Emmanuel MACRON entend donner aux consommateurs français des informations transparentes au sujet de l'impact environnemental des produits pour leur permettre de faire leurs choix. Cette nécessité de transparence s'inscrit également auprès des rémunérations des dirigeants d'entreprises. Le président sortant veut conditionner les rémunérations à l'engagement environnemental.

- Avoir une information claire, dès l'achat, sur l'impact environnemental des produits ←
- Faire dépendre obligatoirement la rémunération des dirigeants des grandes entreprises du respect des objectifs environnementaux de l'entreprise ←

Renforcer la politique d'économie circulaire

Emmanuel MACRON, au cours de son mandat a souhaite mettre en avant l'économie circulaire. Au cours de la présentation de France 2030, il a indiqué vouloir donner une nouvelle impulsion à l'économie circulaire. Après le 1er tour de l'élection présidentielle, le candidat MACRON s'est dit prêt à inclure de nouvelles propositions venant des écologistes au sujet de l'économie circulaire.

- *« Sur les sujets d'économie circulaire où il voulait aller encore plus vite que ce qu'on faisait »* - 11.04.2022 Déplacement à Denain

MINISTRABLES

Jean-Charles COLAS-ROY

Pascal CANFIN

Arnaud LEROY

Philippe HARDOUIN

Eva SADOUN

Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET

Mesure proposée depuis le 1er tour — Mesure ajustée depuis le 1er tour

→ Mesures proposées par un ou plusieurs candidats de la droite

← Mesures proposées par un ou plusieurs candidats de la gauche

Chantier en cours entamé lors du précédent mandat

Nouveau chantier pour le prochain mandat

SÉANCE PUBLIQUE

Les chantiers du Gouvernement
Transition écologique

Lutter contre le réchauffement climatique	• Etablir chaque année la trajectoire de réduction carbone
Maintenir la biodiversité en France	• Développer une aide spécifique au maintien de la biodiversité et des paysages ruraux
Développer l'économie circulaire	• Appliquer le principe de traitement en local des déchets en maximisant le potentiel de créations d'emplois • Instaurer une information obligatoire pour tout produit sur les conditions de réparation et de durée de vie moyenne
Mettre en place une éducation à l'environnement	• Permettre aux établissements scolaires de se doter des moyens nécessaires pour que chaque enfant côtoie la vie des végétaux et animaux • Créer des formations professionnelles et des unités de recherche sur les métiers de la transition écologique • Former les fonctionnaires à la transition écologique, à la protection du cadre de vie et de la biodiversité

MINISTRABLES

Hervé JUVIN*

Laure LAVALETTE

Eberhardt WITTICH

Catherine GRISET

*Personnalité dont M. LE PEN a annoncé qu'elle serait ministre

Les chantiers du Gouvernement
Energie

Développer les énergies renouvelables dans le mix énergétique

Emmanuel MACRON, dans le prolongement des politiques menées sous son quinquennat avec la loi Énergie-Climat ainsi que la loi Climat et Résilience, souhaite renforcer la part d'énergies renouvelables dans le mix français.

- Multiplier la puissance solaire par 10
- Implanter 50 parcs éoliens offshore d'ici 2050
- Investir dans l'hydrogène vert
- Bâtir une filière française de production des énergies renouvelables

Renforcer la politique nucléaire de la France

Le candidat MACRON, en appui des études de la RTE et dans le prolongement de son discours de Belfort du 10.02.2022, entend renforcer et développer l'énergie nucléaire française pour sortir des dépendances aux énergies fossiles.

- Construire 6 EPR et étudier la construction de 8 autres d'ici 2050
- Financer massivement les petits réacteurs modulaires

Déployer une politique énergétique territorial

Le président de la République souhaite déconcentrer une partie de la stratégie énergétique française pour permettre à chaque territoire, en fonction de ses spécificités et de ses ressources, d'adapter sa politique énergétique.

- Décliner localement les choix sur la production d'énergie et la décarbonation
- Doubler le fonds chaleur à destination des Français

Réviser les politiques énergétiques européennes

Emmanuel MACRON souhaite, pour le prochain quinquennat, faire de la PPE en 2023, une opportunité pour réviser certaines directives européennes en rehaussant les objectifs en matière d'énergies renouvelables et fiscalité énergétique.

- Révision de la directive européenne sur les énergies renouvelables pour passer les énergies renouvelables dans le bouquet énergétique à au moins 40%
- Réviser la directive relative à l'efficacité énergétique en relevant l'objectif de l'UE à 36% pour la consommation finale d'énergie et à 39% pour la consommation d'énergie primaire
- Réviser la directive du Conseil relative à la taxation des produits énergétiques et de l'électricité
- Assurer notre autonomie énergétique en accélérant la décarbonation et le déploiement des énergies propres pour réduire notre dépendance aux énergies fossiles

MINISTRABLES

Jean-Charles COLAS-ROY

Pascal CANFIN

Arnaud LEROY

Philippe HARDOUIN

Eva SADOUN

Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET

Mesure proposée depuis le 1er tour — Mesure ajustée depuis le 1er tour

Mesures proposées par un ou plusieurs candidats de la droite

Mesures proposées par un ou plusieurs candidats de la gauche

Chantier en cours entamé lors du précédent mandat

Nouveau chantier pour le prochain mandat

SÉANCE PUBLIQUE

Les chantiers du Gouvernement
Energie

Investir dans l'énergie nucléaire	• Construire 20 EPR d'ici 2036 • Réouverture de la centrale nucléaire de Fessenheim • Relancer la filière du nucléaire • Garder la dissuasion nucléaire française sous l'autorité exclusive de la France • Relance du projet Astrid
Sortir des investissements dans les énergies renouvelables	• Démanteler toutes les éoliennes • Rendre aux ménages les 5 milliards de subventions versées aux éoliennes • Stopper les projets de parcs solaires
Développer la filière hydrogène	• Investir dans la filière hydrogène
Réformer la fiscalité de l'énergie	• Sortir du marché européen de l'électricité pour retrouver des prix décents • Baisser la TVA de 20 à 5,5% pour les carburants, l'électricité, le gaz et le fioul domestique • Allouer 25 milliards d'euros pour remplacer les chaudières au fioul

MINISTRABLES		
	Hervé JUVIN*	Jean-Philippe TANGUY

*Personnalité dont M. LE PEN a annoncé qu'elle serait ministre

Les chantiers du Gouvernement
Transports et mobilités

Amplifier la politique de conversion à une voiture électrique

Emmanuel MACRON a développé, au cours de son quinquennat, une politique d'industrialisation automobile autour des véhicules électriques, ainsi que favoriser les dispositifs d'aides financières pour l'achat d'un véhicule électrique. Au cours de son deuxième mandat, il souhaite renforcer cette politique en maintenant les primes à la conversion et en mettant en place un dispositif de leasing.

- Soutenir la mise en place d'offres de location longue durée de véhicules électriques avec un forfait de base à moins de 100 euros par mois ←
- Maintenir les primes à la conversion pour pouvoir acheter des voitures électriques → ←
- Créer une offre abordable de voitures électriques pour tous grâce à une filière 100% française
- Prolonger la vente des véhicules hybrides au-delà de 2035

Renforcer la production des voitures électriques

Le président sortant a mené une politique d'industrialisation en faveur des véhicules électriques au cours des derniers mois de son mandat. Dans l'optique d'un deuxième quinquennat, il entend poursuivre dans cette voie en renforçant le déploiement des bornes électriques et produire des véhicules électriques en plus grande quantité dans le cadre d'une filière 100% française.

- Intensifier le déploiement des bornes de recharges électriques → ←
- Produire 2 millions de véhicules électriques et hybrides d'ici 2030

Faire de la France mondial, un leader de la mobilité

Dans le cadre de son discours de présentation de France 2030, Emmanuel MACRON souhaitait faire de la France, un des leaders de l'hydrogène. En vue d'un prochain mandat, le président sortant souhaite poursuivre les investissements dans l'hydrogène pour permettre de devenir leader en la matière et ambitionner de développer le premier avion bas carbone.

- Investir dans l'hydrogène vert
- Construire le premier avion bas carbone

MINISTRABLES

Jean-Baptiste DJEBBARI

Jean-Marc ZULESI

David VALENCE

Marie-Christine LOMBARD

Mesure proposée depuis le 1er tour — Mesure ajustée depuis le 1er tour

→ Mesures proposées par un ou plusieurs candidats de la droite

← Mesures proposées par un ou plusieurs candidats de la gauche

Chantier en cours entamé lors du précédent mandat

Nouveau chantier pour le prochain mandat

Les chantiers du Gouvernement
Transports et mobilités

Réformer la politique routière de la France	• Renationaliser les concessions d'autoroutes • Appliquer l'harmonisation nationale des limitations de vitesse • Revenir sur la mise en place de ZFE dans les grandes villes
Favoriser l'inclusion de tous dans la politique de mobilité	• Mettre en place un plan de renforcement de l'accessibilité dans les transports publics
Déployer des alternatives à la voiture	• Développer des plans de mobilités douce complémentaires à la voiture et à la moto • Rendre les transports ferroviaires gratuits aux heures creuses pour les 18-25 ans
Renforcer l'accès à la voiture	• Proposer un prêt de 1 000 euros pour équiper sa voiture d'un boitier permettant de rouler au bioéthanol • Renforcer le développement de véhicules électriques

MINISTRABLES

Franck BRIFFAUT

Thierry MARIANI

Philippe OLIVIER

Noel CHUISANO

Les chantiers du Gouvernement
Institutions

Engager une nouvelle réforme institutionnelle

Emmanuel MACRON, après l'échec à 2 reprises d'un projet de réforme institutionnelle au cours de son mandat, souhaite mieux concerter les différentes parties prenantes pour permettre d'aboutir à une réforme institutionnelle qui créé le conseiller territorial, supprimé en 2013, notamment.

- Instaurer une commission transpartisane pour réfléchir à une réforme institutionnelle pour moderniser nos institutions
- Simplifier le mille-feuille territorial en créant un conseiller territorial
- Instituer la proportionnelle aux élections législatives : « *Je ne suis pas opposé à la proportionnelle intégrale en ce qui me concerne* » - 13.04.2022 France 2
- Engager un grand débat permanent avec les citoyens
- Rouvrir des sous-préfectures pour territorialiser l'action publique
- Etudier le retour à un septennat

Promouvoir l'engagement des jeunes

Le président sortant a développé en 2019, le Service national universel, permettant aux jeunes de 15 à 17 ans de s'engager dans la vie de la Nation. En vue d'un second quinquennat, Emmanuel MACRON entend le généraliser, en permettant aux jeunes engagés de bénéficier du financement par l'Etat du permis de conduire.

- Généraliser le SNU pour les jeunes

Réformer la fiscalité locale

Au cours de son premier mandat, Emmanuel MACRON a réformé les finances, notamment au niveau local via la réforme de la taxe d'habitation par exemple. En perspective des 5 prochaines années, il entend aller plus loin en faisant voter une loi de financement des collectivités territoriales et prévoir un plan de 10 milliards d'économies pour les collectivités en supprimant la CVAE.

- Prévoir 10 milliards d'économies sur les coûts de fonctionnement des collectivités territoriales en supprimant la CVAE et compenser les collectivités par une fraction de la TVA
- Développer une stabilité dans la fiscalité locale
- Augmenter les dotations d'investissement local
- Faire voter une loi de financement des collectivités territoriales

Renforcer l'autonomie des collectivités territoriales

Emmanuel MACRON, comme tous ses prédécesseurs depuis 1981, a engagé une loi de décentralisation au cours de son mandat. Désormais, il entend aller plus loin en clarifiant les compétences des collectivités et en leur permettant de mettre en œuvre des expérimentations sur certaines compétences.

- Clarifier les compétences des collectivités territoriales
- Permettre aux collectivités de mettre en œuvre certaines compétences

MINISTRABLES

Richard FERRAND

Maud GATEL

Thomas ANDRIEU

Christian ESTROSI

Yaël BRAUN-PIVET

Jean-Michel BLANQUER

Arnaud ROBINET

Mesure proposée depuis le 1er tour — Mesure ajustée depuis le 1er tour

Mesures proposées par un ou plusieurs candidats de la droite

Mesures proposées par un ou plusieurs candidats de la gauche

Chantier en cours entamé lors du précédent mandat

Nouveau chantier pour le prochain mandat

Les chantiers du Gouvernement
Institutions

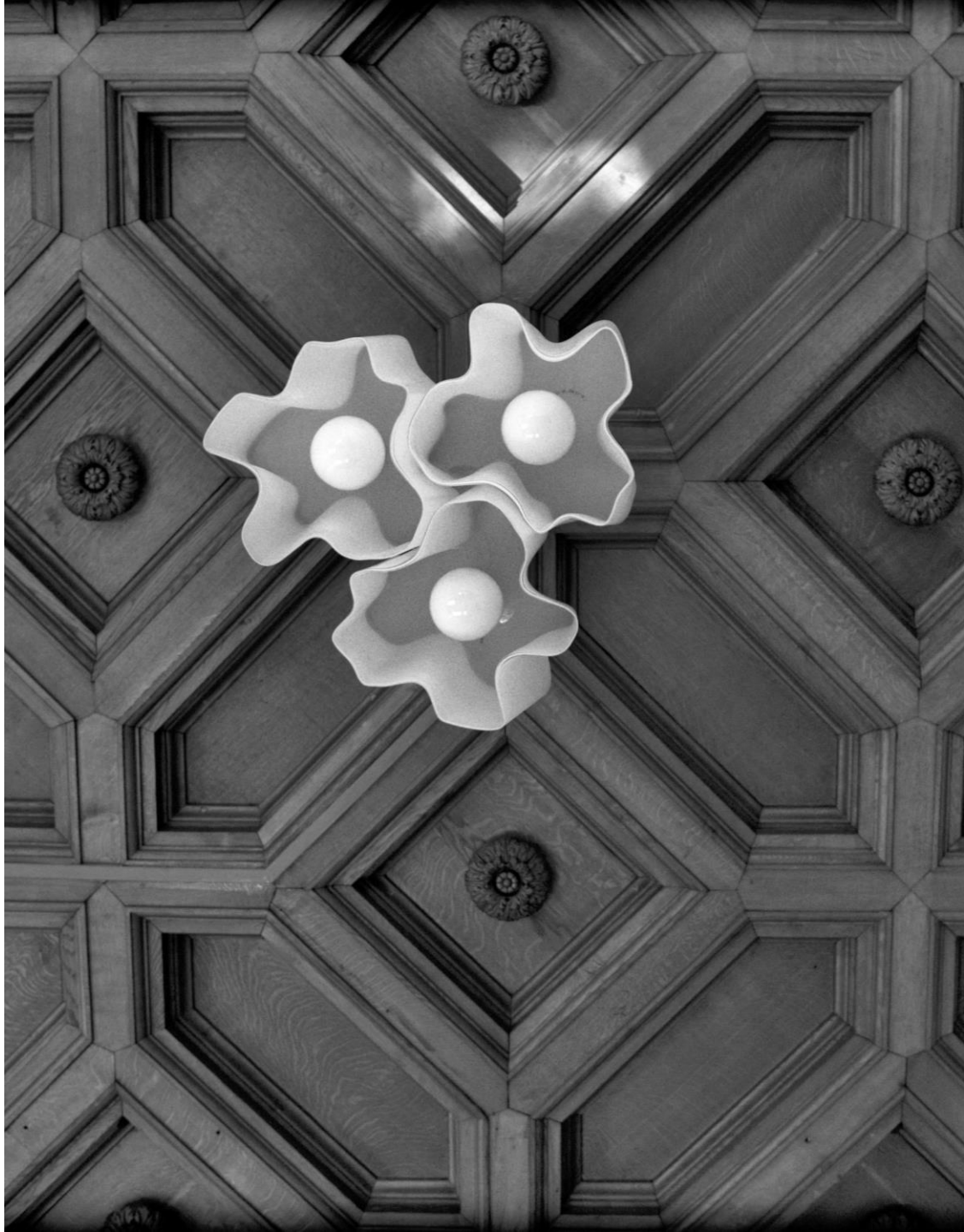
Mettre en place une réforme de la Constitution	• Instaurer la proportionnelle • Instaurer la suprématie de la Constitution et du droit français dans la Constitution • Instaurer le référendum d'initiative citoyenne • Instaurer un septennat non-renouvelable pour le Président de la République • Appliquer la préférence nationale dans la Constitution
Réformer les ministères du Gouvernement	• Mettre en place un grand ministère d'Etat de la France d'outre-mer
Territoires d'outre-mer	• Œuvrer pour la restauration de l'unité en Nouvelle-Calédonie

MINISTRABLES				
Hervé FABRE-AUBRESPY	Gilbert COLLARD	Jean-François JALKH	Grégoire DUPONT-TINGAUD	Robert MENARD
Guillaume PELTIER	Jean-Paul GARRAUD*	Wallerand de SAINT-JUST	Loup BOMMIER	Pierre GENTILLET

*: Personnalité dont M. LE PEN a annoncé qu'elle serait ministre

SÉANCE PUBLIQUE

2-4 rue de Saint-Simon – 75007 Paris
Tél. 01 45 44 50 95
www.seance-publique.com

Suivez-nous sur

Politique RGPD :
Conformité SEANCE PUBLIQUE articles 14 et 28 RGPD en lien sur le site SEANCE PUBLIQUE.